

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/009761]

19 JUILLET 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
portant règlement du fonctionnement du Gouvernement

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 18 juillet 2024 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juillet 2024 ;

Vu l'urgence ;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement ne peut plus s'appliquer à l'actuel Gouvernement ;

Considérant qu'il convient de permettre au Gouvernement de fonctionner de la façon la plus efficace possible ;

Considérant que cette nécessité implique l'entrée en vigueur des présentes dispositions dans les plus brefs délais ;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Organisation des séances du Gouvernement*

Article 1^{er}. Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses membres, le Gouvernement délibère collégalement selon la procédure du consensus et définit les orientations politiques dans les matières qui relèvent de la compétence de la Communauté française.

Art. 2. Le Gouvernement délibère valablement des points prévus à l'ordre du jour si plus de la moitié de ses membres sont présents, chacun des groupes politiques formant la majorité étant représentés.

Art. 3. Le Gouvernement peut, sur la proposition de son Ministre-Président, inviter un Ministre du Gouvernement de la Région wallonne, un membre du Collège de la Commission communautaire française ou un Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale à assister à sa séance.

Le Ministre invité porte la qualité de Ministre associé et n'est pas pris en compte dans les règles de délibération visées à l'article 2.

Art. 4. § 1^{er}. Le Ministre-Président établit l'ordre du jour.

§ 2. Ne sont pas inscrits à l'ordre du jour, sauf urgence dûment justifiée, les points pour lesquels n'est pas joint, alors que requis :

1° l'avis de l'Inspection des Finances, sauf s'il n'a pas été remis dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la réception du dossier complet. Ce délai peut être porté à vingt jours ouvrables à la demande de l'Inspection des Finances ;

2° la demande d'accord du Ministre de la Fonction publique sur un dossier complet sollicité 48h avant la convocation à une réunion d'un groupe de travail inter-cabinets ou avant l'organisation d'une procédure de silence. Cet accord doit intervenir au plus tard le lundi précédant la séance à 12h, sauf s'il n'a pas été remis dans ce délai ;

3° la demande d'accord du Ministre du Budget sur un dossier complet sollicité 48h avant la convocation à une réunion d'un groupe de travail inter-cabinets ou avant l'organisation d'une procédure de silence. Cet accord peut être rendu en séance.

Art. 5. § 1^{er}. Les points non-inscrits à l'ordre du jour ne sont pas pris en considération, sauf urgence dûment justifiée.

§ 2. Un Ministre peut demander l'évocation d'une compétence relevant d'un autre Ministre.

§ 3. Pour les affaires qui relèvent des attributions de plusieurs Ministres, la concertation s'établit dès le stade de l'élaboration des propositions en vue de leur mise au point en commun.

§ 4. Le report d'un point peut être demandé avant la séance par un membre dont l'absence est justifiée.

Art. 6. Les projets de décrets et les arrêtés délibérés en Gouvernement sont signés par le ou les Ministres qui ont dans leurs attributions la matière qui fait l'objet du projet de décret ou de l'arrêté.

Les arrêtés et décisions du Gouvernement en matière de Fonction publique des organismes d'administration publique sont signés, conjointement, par le Ministre de la Fonction publique et le ou les Ministres exerçant la tutelle sur les organismes d'administration publiques concernées.

La signature électronique des documents est privilégiée.

En cas d'absence ou d'empêchement d'un Ministre, celui-ci peut désigner le Ministre habilité à signer en son nom et pour son compte.

Art. 7. Toute circulaire à portée générale est cosignée par le Ministre-Président et transmise, sans délai, par son auteur aux autres membres du Gouvernement.

CHAPITRE 2. — *Compétences exclusives relevant du Gouvernement de la Communauté française*

Art. 8. § 1^{er}. Le Gouvernement est seul habilité à :

1° délibérer de tout projet de décret et d'arrêté réglementaire ;

2° délibérer de toute proposition de décret posée à l'ordre du jour d'une Commission du Parlement de la Communauté française et peut délibérer sur les propositions d'amendement ;

3° adopter tout projet de décret relatif au budget de la Communauté française et régler l'affectation des crédits destinés à couvrir les dépenses de la Communauté française. Le projet de décret relatif au budget est accompagné des plans de personnel et des organigrammes du Ministère de la Communauté française pour chaque Administration générale et pour chaque organisme d'administration publique ;

4° délibérer de tout projet ou proposition de création, de décentralisation, de déconcentration ou de restructuration des services, organismes et institutions publics qui sont chargés de l'exécution de la politique de la Communauté française, en ce compris les organismes fonctionnant uniquement ou partiellement au moyen de subventions à charge du budget de la Communauté française.

Le Gouvernement décide de la constitution de nouvelles ASBL qui sont l'émanation de la Communauté française ;

5° délibérer les programmes d'investissements couvrant une ou plusieurs années et, notamment, ceux s'inscrivant dans le cadre d'un financement alternatif ou d'un partenariat public privé.

Ces programmes comportent notamment l'indication précise du montant des aides et subventions ou l'estimation des travaux, fournitures et services, leur destination et, s'il échet, celle de leurs bénéficiaires ainsi qu'une programmation pluriannuelle en termes SEC. Le cas échéant, l'avis de l'Institut des Comptes Nationaux est sollicité et joint au dossier présenté au Gouvernement.

Cet article ne concerne pas les Services Administratifs à Comptabilité Autonome relatifs aux bâtiments scolaires ;

6° lorsque la Communauté française est soit associée à la conception ou à l'élaboration d'une politique, soit représentée au sein des organes ou organismes qui en sont chargés, arrêter les éléments de la politique de la Communauté française, à désigner ses représentants auprès de ces organes ou organismes, à leur donner toute directive nécessaire et à recevoir leurs rapports ;

7° émettre au nom de la Communauté française un avis ou un accord à l'intention des pouvoirs ou organismes communautaires, fédéraux, européens ou internationaux ainsi que pour leur adresser un rapport ou une demande ;

8° délibérer sur les projets de traité, d'accord de coopération à caractère national ou international, sur présentation du Ministre-Président conjointement avec le Ministre fonctionnellement compétent.

Préalablement à leur approbation par le Gouvernement, les traités et accords de coopération sont préparés conjointement par le Ministre-Président et le Ministre fonctionnellement compétent ;

9° arrêter les programmations relatives au Fonds européens, la sélection des projets, les transferts entre projets d'un portefeuille de projets et les réallocations de moyens entre projets. L'application de la présente disposition se fait sans préjudice des règles définies par l'Union européenne. Ces dossiers sont préparés et cosignés conjointement par le Ministre-Président et le ou les Ministres fonctionnellement compétents.

Un rapportage semestriel détaillé est communiqué au Ministre-Président et aux vice-Présidents ;

10° accréditer les Inspecteurs des Finances et à fixer leur affectation auprès de ses membres sur proposition du Ministre du Budget ;

11° à approuver, sur proposition du Ministre du Budget, le projet de délibération tendant à autoriser l'engagement, la liquidation et le paiement des dépenses au-delà des crédits votés.

CHAPITRE 3. — *Marchés publics*

Art. 9. § 1^{er}. Sans préjudice des délégations prévues à l'article 38 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 septembre 2020 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française, est soumis à l'accord du Gouvernement le choix du mode de passation, en ce compris l'avis de marché, des marchés publics visés à l'article 169, alinéa 1^{er}, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, ci-après dénommée la loi, dont l'estimation est supérieure aux montants figurant au tableau ci-après :

	Procédure ouverte Procédure restreinte	Procédure concurrentielle avec négociation Procédure négociée directe avec publication préalable Dialogue compétitif et partenariat d'innovation	Procédure négociée sans publication préalable
Travaux	15.000.000 €	3.000.000 €	1.500.000 €
Fournitures	8.000.000 €	1.000.000 €	600.000 €
Services	3.000.000 €	600.000 €	300.000 €

§ 2. L'accord du Gouvernement est également requis avant l'attribution du marché lorsque le montant estimé est inférieur au montant correspondant fixé au § 1^{er}, mais que le montant de l'offre à approuver dépasse ce montant de plus de quinze pour cent ou, dans l'hypothèse de travaux, de fournitures ou services supplémentaires de plus de vingt-cinq pour cent du marché initial.

Sont également soumises à l'accord du Gouvernement la passation des concessions de travaux publics dont les montants estimés hors T.V.A. correspondent à ceux déterminés au § 1^{er} et la conclusion des baux de location dont le montant du loyer annuel est supérieur à 250.000 EUR.

§ 3. Sans préjudice des conventions de marché conjoint et sous réserve de l'article 38 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 septembre 2020 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française, tout projet de convention pouvant avoir pour conséquence d'engager en matière de travaux, fournitures ou services, dans le cadre des seuils prévus au § 1^{er}, la Communauté française ou un organisme relevant de l'autorité hiérarchique d'un Ministre doit être également soumis à l'accord du Gouvernement.

Pour le calcul des seuils prévus au § 1^{er}, il convient de prendre en considération l'ensemble de la dépense découlant du projet de convention.

§ 4. Les crédits affectés aux infrastructures resteront individualisés.

Le Ministre fonctionnel est l'ordonnateur primaire des crédits d'infrastructure et agit d'initiative.

Art. 10. L'accord du Gouvernement est remplacé par l'accord du Ministre-Président dans les cas visés à l'article 42, § 1^{er}, 1^o, b, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics pour autant qu'il ne puisse être recueilli préalablement en raison de l'urgence.

Il appartient, dans ce cas, au Ministre compétent d'informer sans délai le Gouvernement. L'urgence invoquée doit être justifiée.

Art. 11. Par dérogation à l'article 9, l'accord du Gouvernement n'est pas requis :

1° dans le cadre de mesures d'office, pour les marchés publics à conclure avec un ou plusieurs tiers pour compte d'un adjudicataire défaillant ;

2° pour les marchés passés par procédure négociée sur pied de l'article 42, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Art. 12. Le montant des marchés publics est à évaluer, selon le cas, en fonction des règles fixées par l'article 7 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques.

En cas de travaux, de fournitures ou de services complémentaires visés aux articles 38/1 et 38/2 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel que modifié, le montant du marché principal est également pris en compte.

CHAPITRE 4. — *Fonction publique*

Art. 13. § 1^{er}. Pour l'application du présent article relatif à la Fonction publique, sont qualifiés de :

1° Dossiers A, les dossiers qui sont soumis à la décision du Gouvernement par le Ministre de la Fonction publique et qui concernent :

- a) les arrêtés à caractère organique ou réglementaire ;
- b) l'octroi des délégations en matière de personnel et de budget pour ce qui concerne le Ministère de la Communauté française ;
- c) le cadre organique du Ministère de la Communauté française ;
- d) l'organigramme du Ministère de la Communauté française ;
- e) tout acte relatif au régime des mandats relevant expressément du Gouvernement, conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII.

Le Secrétaire général et les Administrateurs généraux du Ministère de la Communauté française et les fonctionnaires-dirigeants des organismes d'administration publique transmettent les dossiers A au Ministre-Président, au Ministre de la Fonction publique, au(x) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s) et au Ministre du Budget.

Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution des décisions prises par le Gouvernement à propos des dossiers A concernant le Ministère de la Communauté française et les organismes d'administration publique.

2° Dossiers B, les dossiers qui sont soumis à la décision du Gouvernement par les Ministres fonctionnellement compétents, avec l'accord de la Ministre de la Fonction publique, et qui concernent :

- a) l'octroi d'autres délégations à des fonctionnaires ;
- b) les cadres organiques des organismes d'administration publique ;
- c) les organigrammes des organismes d'administration publique ;
- d) les déclarations de vacance d'emplois de directeur général adjoint expert ;
- e) les promotions et l'octroi de fonctions supérieures au grade de directeur général adjoint expert ;
- f) les décisions définitives consécutives aux avis rendus par les chambres de recours concernant des agents de rang 12 au moins ;

Le Secrétaire général, les Administrateurs généraux et les Directeurs généraux du Ministère de la Communauté française, et les fonctionnaires-dirigeants des organismes d'administration publique transmettent les dossiers B au Ministre-Président, au Ministre de la Fonction publique, au(x) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s).

Le ou les Ministres fonctionnellement compétents sont chargés de l'exécution des décisions prises par le Gouvernement à propos des dossiers B concernant les organismes d'administration publique.

3° Dossiers C, les dossiers qui sont soumis à la décision du ou des Ministres fonctionnellement compétents et qui concernent les autres décisions administratives relatives au personnel, à l'exception de celles ayant fait l'objet de délégations à des fonctionnaires.

Le Secrétaire général, les Administrateurs généraux et les Directeurs généraux du Ministère de la Communauté française, et les fonctionnaires-dirigeants des organismes d'administration publique transmettent les dossiers C au(x) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s).

§ 2. Chaque Ministre réceptionnaire du dossier dispose d'un délai de quinze jours ouvrables pour faire connaître son avis à celui de ses collègues compétents pour le soumettre au Gouvernement ou pour décider. Passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

En cas de divergence d'avis, il est procédé à une concertation chez le Ministre de la Fonction publique dans un délai de dix jours ouvrables. A défaut d'accord, le dossier est évoqué en Gouvernement.

§ 3. Le Ministre de la Fonction publique veille à la cohérence des situations administratives du personnel pour le Ministère de la Communauté française et les organismes d'administration publique.

L'accord du Ministre de la Fonction publique est requis systématiquement pour les dossiers B.

L'accord du Ministre de la Fonction publique est requis en cas de désaccord entre l'administration et les ministres fonctionnellement compétents pour les dossiers C.

CHAPITRE 5. — Délégations

Section 1^{re}. — Délégations générales

Art. 14. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 43 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 septembre 2020 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres membres du personnel du Ministère de la Communauté française, sont déléguées à chacun des Ministres pour ce qui concerne leurs compétences respectives :

1° les décisions portant sur les transferts de revenus et en capital versés aux organismes d'administration publique du Secteur S13.12 (SEC 4130, 4140, 6131, 6132, 6141 et 6142), pour autant que leur montant et l'organisme d'administration publique concerné soient inscrits explicitement et nommément dans le budget général des dépenses et pour autant que le montant n'ait pas été soit diminué, soit majoré par réallocation entre le vote du budget et la prise de l'arrêté ministériel d'octroi de la subvention ;

2° a) les décisions portant sur un maximum de 1.000.000 euros lorsqu'un bénéficiaire hors Secteur S13.12 est désigné explicitement et nommément dans le budget général des dépenses et pour autant que le montant n'ait pas été soit diminué, soit majoré par réallocation entre le vote du budget et la prise de l'arrêté ministériel d'octroi de la subvention.

Si le bénéficiaire n'est pas identifié dans le budget général des dépenses, ce montant est ramené à 500.000 euros, ce montant étant cumulé, sur un même exercice, en faveur d'un même bénéficiaire ;

b) les promesses de principe ainsi que l'octroi de subventions à imputer sur le budget des dépenses de capital, dont le montant cumulé, sur un même exercice, en faveur d'un même bénéficiaire, est inférieur à 750.000 euros.

Toutefois, à la fin de chaque année civile, une liste est communiquée au Gouvernement reprenant les engagements de dépenses courantes, les promesses de principe et les engagements de dépenses de capital inférieurs à 750.000 EUR et supérieurs à 25.000 EUR, ainsi que l'énumération des nouveaux services et institutions agréés et subsidiés en application des dispositions décrétales ou réglementaires. Le présent paragraphe ne concerne pas les dépenses des organismes d'administration publique de type 2 et 3, ni celles des organismes soumis à un contrat de gestion, ni celle des associations sans but lucratif qui sont l'émanation de la Communauté française ;

3° les engagements et liquidations de subventions, y compris les subventions et allocations de fonctionnement en matière d'enseignement, de caractère obligatoire et automatique, quel que soit leur montant, si la détermination de celui-ci est fixée par des dispositions légales, décrétales ou réglementaires, sans possibilité d'intervention du Ministre responsable, ni sur le principe de l'octroi du subside, ni sur le montant de celui-ci ;

4° les communications, les campagnes d'information, les sponsorings, ainsi que sur les réseaux sociaux, quel que soit le support médiatique, destinées au public, qui sont soumises à la Commission de contrôle du Parlement, jusqu'à concurrence de 50.000 euros ;

5° sans limitation du montant, les décisions relatives à des dépenses inscrites dans un programme délibéré au Gouvernement avec indication du ou des bénéficiaires ;

6° les arrêtés allouant des subventions quels que soient leurs montants en exécution des programmes et programmations visés à l'article 8, 5° ;

7° avec le Ministre-Président, les arrêtés allouant des subventions quels que soient leurs montants en exécution des programmations visées à l'article 8, 9° pour autant qu'il n'y ait pas de réallocations budgétaires entre projets au sein ou entre portefeuilles ;

8° les actions judiciaires exercées au nom du Gouvernement tant en demandant qu'en défendant, le sort à réserver aux exploits d'huissiers notifiés par la Communauté française ;

9° les décisions de transaction ou de règlement amiable jusqu'à concurrence de 250.000 euros ;

10° la délivrance d'attestation ;

11° la poursuite et l'autorisation des expropriations nécessaires à l'exercice des compétences en faisant prévaloir la spécificité de la matière traitée par rapport aux mesures de tutelle générales visées à l'article 7 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;

12° les conventions de prise en location d'immeubles dont le montant du loyer annuel est inférieur à 250.000 EUR, pour autant que la durée du bail ou de l'occupation n'excède pas six années.

Section 2. — Délégations particulières

Art. 15. Dans les compétences qui leur sont attribuées, les Ministres ont délégation pour appliquer, sans préjudice des autres dispositions prévues par le présent arrêté, les lois, décrets, arrêtés, règlements et circulaires.

Art. 16. § 1^{er}. Délégation est accordée :

1° au Ministre de l'Enseignement supérieur, les investissements des institutions universitaires organisés par la Communauté française ;

2° au Ministre de la Fonction publique, en concertation avec les Ministres compétents, la désignation des membres, à l'exception des présidents et vice-présidents, des Chambres de recours et des commissions paritaires dans l'enseignement proposés par les organisations représentatives des travailleurs et les pouvoirs organisateurs ;

3° au Ministre de l'Education, les actes à portée individuelle (y compris les décisions dans le cadre des procédures devant la Chambre de recours sur les recours introduits en matière d'incompatibilité, d'évaluation et de non-réussite du stage, les sanctions et procédures disciplinaires, à l'exception des sanctions disciplinaires égales ou supérieures à la suspension disciplinaire) concernant les membres du personnel du Service général du Pilotage des Ecoles et Centres psycho-médicosociaux et du Service général de l'Inspection ;

§ 2. Le Ministre fonctionnellement compétent est saisi des rapports d'activités, comptes annuels et bilans financiers des associations sans but lucratif qui sont l'émanation de la Communauté française. Une copie est transmise au Ministre-Président et au Ministre du Budget.

Art. 17. § 1^{er}. En ce qui concerne la formation en cours de carrière, chaque Ministre l'organise pour le niveau d'enseignement pour lequel il est responsable.

§ 2. Chaque Ministre est habilité à adresser des injonctions aux Inspecteurs relevant du niveau d'enseignement dont il est responsable.

§ 3. En ce qui concerne la recherche, si, ponctuellement, un programme de recherche concerne la recherche fondamentale et la recherche appliquée, il y aura concertation à ce propos entre le Ministre chargé de la recherche scientifique d'une part, et le Ministre fonctionnellement concerné par la recherche appliquée d'autre part.

Art. 18. Le Ministre-Président coordonne toute procédure d'avis, de concertation, de contentieux, d'association ou de coopération avec l'Etat belge, les entités fédérées ou les institutions européennes et internationales.

Ces procédures sont préparées conjointement par le Ministre-Président et le Ministre fonctionnellement compétent, à l'initiative de ce dernier.

Art. 19. Dans le cadre des dossiers relatifs aux fonds européen, le Ministre-Président assure la présidence des différents comités techniques, financiers et de suivi.

Toute décision d'engagement portant sur un Fonds européen ou sur son cofinancement belge ou sur un fonds d'impulsion est notifiée sans délai au Ministre-Président.

CHAPITRE 6. — Informations budgétaires

Art. 20. § 1^{er}. Trimestriellement, et avant l'adoption de tout décret budgétaire par le Gouvernement, une situation budgétaire complète en ce qui concerne les engagements, les liquidations et les recettes est transmise à chacun des membres du Gouvernement par le Ministre du Budget.

§ 2. Chaque Ministre a un accès direct à la comptabilité des engagements et des liquidations en ce qui concerne les matières relevant de ses compétences.

Le Ministre-Président et les Vice-Présidents ont un accès direct à la comptabilité de l'ensemble des engagements et liquidations.

CHAPITRE 7. — Dispositions abrogatoire et finales

Art. 21. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement est abrogé.

Art. 22. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 23. Les Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 juillet 2024.

La Ministre-Présidente en charge du Budget, de l'Enseignement supérieur,
de la Culture, des Relations internationales et intra-francophones,

E. DEGRYSE

La Première Vice-Présidente et Ministre de l'Education et de l'Enseignement de Promotion sociale,

V. GLATIGNY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Aide à la Jeunesse et des Maisons de Justice,

V. LESCRENIER

La Ministre des Sports, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Médias,

J. GALANT

Le Ministre de la Recherche,

A. DOLIMONT

Le Ministre de la Santé, des Droits des Femmes et de l'Egalité des Chances,

Y. COPPIETERS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/009761]

19 JULI 2024. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende regeling van haar werking

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd door de wet van 8 augustus 1988 en door de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 juli 2024;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 19 juli 2024;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2019 houdende regeling van haar werking niet meer toepasselijk is op de huidige Regering;

Overwegende dat de Regering de mogelijkheid moet worden geboden om zo doeltreffend mogelijk te kunnen werken;

Overwegende dat deze noodzakelijkheid de inwerkingtreding van deze bepalingen binnen de kortste termijn impliceert;

Op de voordracht van de Minister-Présidente;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — Organisatie van de vergaderingen van de Regering

Artikel 1. Onverminderd de delegaties die zij aan haar leden toekent, beraadslaagt de Regering van de Franse Gemeenschap collegiaal volgens de consensusprocedure en bepaalt zij de beleidslijnen in de aangelegenheden die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap vallen.

Art. 2. De Regering beraadslaagt geldig over de punten bepaald op de agenda, indien meer dan de helft van haar leden aanwezig is, waarbij elk van de politieke fracties waaruit de meerderheid samengesteld is, vertegenwoordigd wordt.

Art. 3. De Regering kan, op de voordracht van de Minister-President, een Minister van de Regering van het Waalse Gewest, een lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie of een Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering voor haar vergadering uitnodigen.

De uitgenodigde Minister heeft de hoedanigheid van Geassocieerde Minister en komt niet in aanmerking voor de beraadslagingsregels bedoeld in artikel 2.

Art. 4. § 1. De Minister-President maakt de agenda op.

§ 2. Op de agenda worden niet geplaatst, behalve behoorlijk gemotiveerde dringende noodzakelijkheid, de punten waarvoor de volgende stukken niet bijgevoegd worden, terwijl deze vereist zijn:

1° het advies van de Inspectie van Financiën, behalve in het geval waarin dit niet binnen de tien werkdagen na ontvangst van het volledige dossier werd uitgebracht. Deze termijn kan op verzoek van de Inspectie van Financiën verlengd worden tot twintig werkdagen;

2° het verzoek om instemming van de Minister van Ambtenarenzaken over een volledig dossier dat 48 uur voor de uitnodiging tot een vergadering van een interkabinettenwerkgroep of voor de organisatie van een stilzwijgende procedure is ingediend. Deze instemming moet uiterlijk op de maandag voorafgaand aan de vergadering om 12.00 uur worden ontvangen, tenzij ze niet binnen deze termijn is ingediend;

3° het verzoek om instemming van de Minister van Begroting over een volledig dossier dat 48 uur vóór de uitnodiging tot een vergadering van een interkabinettenwerkgroep of vóór de organisatie van een stilzwijgende procedure is ingediend. Deze instemming kan tijdens de vergadering worden gegeven.

Art. 5. § 1. De niet geagendeerde punten worden niet in aanmerking genomen, behoudens behoorlijk gemotiveerde dringende noodzakelijkheid.

§ 2. Een Minister kan een aangelegenheid die onder de bevoegdheid van een andere Minister valt, ter sprake brengen.

§ 3. Voor de aangelegenheden die onder de bevoegdheden van verschillende Ministers vallen, wordt overleg gepleegd vanaf de uitwerkingsfase van de voorstellen met het oog op een gezamenlijke opstelling.

§ 4. Een lid wiens afwezigheid gerechtvaardigd is, kan vóór de vergadering verzoeken om de verdaging van de bespreking van een punt.

Art. 6. De binnen de Regering beraadslaagde ontwerpen van decreten en besluiten worden ondertekend door de Minister(s) die bevoegd is(zijn) voor de aangelegenheid waarop het ontwerp van decreet of besluit betrekking heeft.

De besluiten en beslissingen van de Regering inzake Ambtenarenzaken voor de overheidsinstanties worden samen ondertekend door de Minister van Ambtenarenzaken en de Minister(s) die het toezicht uitoefent(en) op de betrokken overheidsinstanties.

Elektronische ondertekening van documenten heeft de voorkeur.

Bij afwezigheid of verhindering van een Minister kan deze de Minister aanwijzen die bevoegd is om in diens naam en opdracht te ondertekenen.

Art. 7. Elke omzendbrief met een algemene draagwijdte wordt door de Minister-President medeondertekend en onverwijld door de auteur ervan aan de andere regeringsleden overgemaakt.

HOOFDSTUK 2. — *Exclusieve bevoegdheden van de Regering van de Franse Gemeenschap*

Art. 8. § 1. Alleen de Regering is bevoegd om:

1° te beraadslagen over elk ontwerp van decreet of reglementair besluit;

2° te beraadslagen over elk voorstel van decreet opgenomen op de agenda van een Commissie van het Parlement van de Franse Gemeenschap en zij kan beraadslagen over de amendementsvoorstellen;

3° elk ontwerp van decreet betreffende de begroting van de Franse Gemeenschap aan te nemen en de bestemming van de kredieten die de uitgaven van de Franse Gemeenschap moeten dekken, te regelen. Het ontwerp van decreet betreffende de begroting gaat vergezeld van personeelsplannen en organigrammen van het Ministerie van de Franse Gemeenschap voor elke Algemene Administratie en voor elke overheidsinstantie;

4° te beraadslagen over elk project of voorstel tot oprichting, decentralisatie, deconcentratie of herstructurering van de diensten, overheidsinstanties en -instellingen die belast zijn met de uitvoering van het beleid van de Franse Gemeenschap, inclusief instanties die uitsluitend of gedeeltelijk door middel van subsidies ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschap werken.

De Regering beslist over de oprichting van nieuwe vzw's die onder de Franse Gemeenschap ressorteren;

5° te beraadslagen over de investeringsprogramma's die één of verschillende jaren dekken, en meer bepaald de programma's die in het kader van een alternatieve financiering of een privaat-publieke samenwerking passen.

In die programma's worden o.a. het bedrag van de tegemoetkomingen en subsidies of de raming van de werken, leveringen en diensten, de bestemming ervan en, desgevallend, de begunstigden, evenals een meerjarige programmering in ESR-termen, nauwkeurig aangegeven. In voorkomend geval wordt het advies van het Instituut der Nationale Rekeningen aangevraagd en bij het aan de Regering voorgelegde dossier gevoegd.

Dit artikel is niet van toepassing op de Administratieve Diensten met een Autonome Boekhouding voor schoolgebouwen;

6° wanneer de Franse Gemeenschap ofwel betrokken wordt bij het ontwerp of de uitwerking van een beleidslijn ofwel in daarmee belaste organen of instanties vertegenwoordigd is, de bestanddelen van het beleid van de Franse Gemeenschap te bepalen, zijn vertegenwoordigers bij die organen of instanties aan te wijzen, hen elk nodige richtlijn te verstrekken en hun verslagen te ontvangen;

7° in naam van de Franse Gemeenschap een advies of een akkoord uit te brengen aan communautaire, federale, Europese of internationale overheden of instanties, en hen een verslag of een verzoek te sturen;

8° te beraadslagen over ontwerpen van verdragen en samenwerkingsakkoorden van nationale of internationale aard, na voorlegging door de Minister-President samen met de functioneel bevoegde Minister.

Voordat ze door de Regering worden goedgekeurd, worden verdragen en samenwerkingsakkoorden gezamenlijk voorbereid door de Minister-President en de functioneel bevoegde Minister;

9° te beslissen over de programmering met betrekking tot de Europese Fondsen, de selectie van projecten, de overdrachten tussen projecten binnen een projectportefeuille en de herverdeling van middelen tussen projecten. Deze bepaling wordt toegepast onverminderd de regels bepaald door de Europese Unie. Deze dossiers worden gezamenlijk voorbereid en ondertekend door de Minister-President en de functioneel bevoegde Minister(s).

Een halfjaarlijkse uitgebreide rapportering wordt aan de Minister-President en de Vice-Minister-Presidenten meegedeeld;

10° de Inspecteurs van Financiën te accrediteren en hen bij haar leden aan te stellen op de voordracht van de Minister van Begroting;

11° op voorstel van de Minister van Begroting het ontwerp van beraadslaging goed te keuren die de vastlegging, de vereffening en de betaling mogelijk maakt van de uitgaven die de goedgekeurde kredieten overschrijden.

HOOFDSTUK 3. — *Overheidsopdrachten*

Art. 9. § 1. Onverminderd de delegaties bedoeld in artikel 38 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 september 2020 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap is de instemming van de Regering vereist voor de keuze van de gunningswijze, met inbegrip van de aankondiging van de opdracht, van overheidsopdrachten bedoeld in artikel 160, eerste lid, van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, hierna de wet genoemd, waarvan het geraamde bedrag hoger is dan de bedragen vermeld in de onderstaande tabel:

	Open Aanbesteding Bepaalde Aanbesteding	Mededingingsprocedure van gunning door onderhandelingen Rechtstreekse- Onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking Concurrentiegericht Dialogo en innovatiepartnerschap	Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaandelijke bekendmaking
Werken	15.000.000 €	3.000.000 €	1.500.000 €
Leveringen	8.000.000 €	1.000.000 €	600.000 €
Diensten	3.000.000 €	600.000 €	300.000 €

§ 2. De instemming van de Regering is ook vereist voor de gunning van de opdracht wanneer het geraamde bedrag lager is dan het bijbehorende bedrag vastgelegd in § 1, maar dat het bedrag van de goed te keuren offerte dit bedrag met meer dan vijftien procent overschrijdt of, in het geval van extra werken, leveringen of diensten, met meer dan vijftig procent van de oorspronkelijke opdracht.

De instemming van de Regering is ook vereist voor de gunning van concessies voor openbare werken waarvan de geraamde bedragen exclusief btw overeenkomen met de bedragen vastgelegd in § 1 en het sluiten van huurcontracten waarvan de jaarlijkse huurprijs hoger is dan 250.000 EUR.

§ 3. Onverminderd de gemeenschappelijke marktvereenkomsten en onder voorbehoud van artikel 38 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 september 2020 houdende delegatie van bevoegdheden en ondertekening aan de algemene ambtenaren en bepaalde andere personeelsleden van de Regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap vereist elk ontwerp van overeenkomst dat ertoe kan leiden dat de Franse Gemeenschap of een instantie onder de hiërarchische bevoegdheid van een Minister zich verbindt tot werken, leveringen of diensten binnen de drempels voorzien in § 1, ook de instemming van de Regering.

Om de in § 1 voorziene drempels te berekenen moeten alle uitgaven die voortvloeien uit het overeenkomstproject in aanmerking genomen worden.

§ 4. De kredieten die voor de infrastructures worden bestemd, blijven geïndividualiseerd.

De functionele Minister is de oorspronkelijke ordonnateur voor de infrastructuurkredieten en handelt op eigen initiatief.

Art. 10. De instemming van de Regering wordt vervangen door de instemming van de Minister-President in de gevallen bedoeld in artikel 42, § 1, 1°, b, van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, voor zover deze niet vooraf kan worden verleend wegens de dringende noodzakelijkheid.

In dat geval moet de bevoegde Minister onverwijld de Regering op de hoogte daarvan brengen. De ingeroepen dringende noodzakelijkheid moet met redenen worden omkleed.

Art. 11. In afwijking van artikel 9 is de instemming van de Regering niet vereist:

1° in het kader van maatregelen van ambtswege, voor de overheidsopdrachten die te gunnen zijn met één of meerdere derden voor rekening van een in gebreke gebleven aannemer;

2° voor de opdrachten gegund ingevolge een onderhandelingsprocedure op grond van artikel 42, § 1, eerste lid, 2°, van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten.

Art. 12. Het bedrag van de overheidsopdrachten is, naargelang het geval, te ramen op grond van de regels vastgesteld in artikel 7 van het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren.

In geval van extra werken, leveringen of diensten bedoeld in artikelen 38/1 en 38/2 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals gewijzigd, wordt ook rekening gehouden met het bedrag van de hoofdpdracht.

HOOFDSTUK 4. — *Openbaar Ambt*

Art. 13. § 1. Voor de toepassing van dit artikel betreffende het Openbaar Ambt wordt verstaan onder:

1° A Dossiers, de dossiers, die door de Minister van Ambtenarenzaken ter beslissing aan de Regering wordt voorgelegd en die betrekking hebben op:

- a) de besluiten tot organisatie of reglementering;
- b) de toekenning van machtigingen in personeels- en begrotingsaangelegenheden voor wat het Ministerie van de Franse Gemeenschap betreft;
- c) de personeelsformaties van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;
- d) het organigram van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;
- e) elke akte betreffende de mandatenregeling die uitdrukkelijk onder de Regering ressorteert, overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren.

De Secretaris-generaal en de Administrateurs-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en de leidende ambtenaren van de overheidsinstanties zenden de A dossiers over aan de Minister-President, de Minister van Ambtenarenzaken, de functioneel bevoegde Minister(s) en de Minister van Begroting.

De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van de beslissingen gemaakt door de Regering over A dossiers betreffende het Ministerie van de Franse Gemeenschap en de overheidsinstanties.

2° B Dossiers, de dossiers, die door de functioneel bevoegde Minister(s), met instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, ter beslissing aan de Regering wordt voorgelegd en die betrekking hebben op:

- a) de toekenning van andere delegaties aan ambtenaren;
- b) de organieke personeelsformaties van de overheidsinstanties;
- c) de organigrammen van de overheidsinstanties;
- d) de vacantverklaringen voor de betrekking van deskundig adjunct-directeur-generaal;
- e) de bevorderingen en de toekenning van een hoger ambt in de graad van deskundig adjunct-directeur-generaal;
- f) de definitieve beslissingen voortvloeiend uit de adviezen uitgebracht door de raden van beroep betreffende ambtenaren van ten minste rang 12;

De Secretaris-generaal, de Administrateurs-generaal en de Directeurs-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en de leidende ambtenaren van de overheidsinstanties zenden de B dossiers over aan de Minister-President, de Minister van Ambtenarenzaken, de functioneel bevoegde Minister(s).

De functioneel bevoegde Minister(s) is(zijn) belast met de uitvoering van de beslissingen gemaakt door de Regering over B dossiers betreffende de overheidsinstanties.

3° C Dossiers, de dossiers, die ter beslissing aan de functioneel bevoegde Minister(s) worden voorgelegd en die betrekking hebben op de andere administratieve beslissingen betreffende het personeel, met uitzondering van die waarvoor delegaties aan ambtenaren werden verleend.

De Secretaris-generaal, de Administrateurs-generaal en de Directeurs-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en de leidende ambtenaren van de overheidsinstanties zenden de C dossiers over aan de functioneel bevoegde Minister(s).

§ 2. Iedere Minister die het dossier ontvangt, beschikt over een termijn van vijftien werkdagen om zijn advies mee te delen aan zijn collega's die bevoegd zijn om het aan de Regering voor te leggen of om te beslissen. Nadat die termijn is verstreken, wordt het advies als gunstig geacht.

Als de adviezen verschillen, wordt overleg gepleegd bij de Minister van Ambtenarenzaken binnen een termijn van tien werkdagen. Als geen akkoord wordt bereikt, wordt het dossier door de Regering onderzocht.

§ 3. De Minister van Ambtenarenzaken is verantwoordelijk voor de samenhang tussen de administratieve situaties van het personeel van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en de overheidsinstanties.

De instemming van de Minister van Ambtenarenzaken is systematisch vereist voor B dossiers.

De instemming van de Minister van Ambtenarenzaken is vereist in geval van onenigheid tussen de administratie en de ministers die functioneel bevoegd zijn voor C dossiers.

HOOFDSTUK 5. — *Delegaties**Afdeling 1. — Algemene delegaties*

Art. 14. § 1. Onverminderd artikel 43 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 september 2020 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan andere personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap worden de volgende bevoegdheden gedelegeerd aan elk van de Ministers met betrekking tot hun respectieve bevoegdheidsgebieden:

1° de beslissingen met betrekking tot inkomens- en kapitaaloverdrachten betaald aan de overheidsinstanties van Sector S13.12 (SEC 4130, 4140, 6131, 6132, 6141 et 6142), op voorwaarde dat het bedrag en de betrokken overheidsinstantie uitdrukkelijk en specifiek in de algemene uitgavenbegroting zijn opgenomen en op voorwaarde dat het bedrag niet verminderd of vermeerderd is door een herschikking tussen de stemming over de begroting en de uitvaardiging van het ministerieel besluit tot toekenning van de subsidie;

2° a) beslissingen voor een maximumbedrag van 1.000.000 euro wanneer een begunstigde buiten Sector S13.12 expliciet met naam is aangeduid in de algemene uitgavenbegroting en op voorwaarde dat het bedrag niet is verlaagd of verhoogd door herschikking tussen de stemming over de begroting en het ministerieel besluit tot toekenning van de subsidie.

Als de begunstigde niet is geïdentificeerd in de algemene uitgavenbegroting, wordt dit bedrag verlaagd tot 500.000 euro, dit bedrag wordt gecumuleerd, over hetzelfde boekjaar, ten gunste van dezelfde begunstigde;

b) de principiële beloften alsook de toekenning van subsidies die aan te rekenen zijn op de begroting van de kapitaaluitgaven, waarvan het gecumuleerde bedrag, over eenzelfde boekjaar en voor eenzelfde begunstigde, lager is dan 750.000 euro.

Op het einde van elk kalenderjaar wordt evenwel een lijst bezorgd aan de Regering houdende vermelding van de vastleggingen inzake gewone uitgaven, principiële beloften en de vastleggingen inzake kapitaaluitgaven die lager zijn dan 750.000 euro en hoger zijn dan 25.000 euro, alsook de opsomming van de nieuwe dienstverleningen en instellingen die worden erkend en gesubsidieerd met toepassing van de decreet- of verordeningsbepalingen. Deze paragraaf is niet van toepassing op de uitgaven van de overheidsinstanties van het type 2 en 3, van de instellingen die onderworpen zijn aan een beheersovereenkomst, van de verenigingen zonder winstoogmerk die onder de Franse Gemeenschap ressorteren;

3° de vastleggingen en vereffeningen van subsidies, met inbegrip van de verplichte en automatische werkingssubsidies en -toelagen voor het onderwijs, ongeacht hun bedrag, als de bepaling van dit bedrag wordt vastgesteld door wets-, decreet- of verordeningsbepalingen, zonder dat de verantwoordelijke Minister zou kunnen optreden noch voor het toekennen van de subsidie noch voor de bepaling van het bedrag ervan;

4° mededelingen, informatiecampagnes, sponsoring en sociale netwerken, ongeacht de media, bestemd voor het publiek, die worden voorgelegd aan de Controlecommissie van het Parlement, tot een maximum van 50.000 euro;

5° zonder beperking van bedrag, de beslissingen betreffende de uitgaven uitgetrokken op een beraadslaagd programma van de Regering met vermelding van de begunstigde(n);

6° de besluiten tot toekenning van de subsidies, ongeacht het bedrag ervan, ter uitvoering van de programma's en programmatis bedoeld in artikel 8, 5°;

7° met de Minister-President, de besluiten tot toekenning van subsidies, ongeacht het bedrag ervan, ter uitvoering van de programmering bedoeld in artikel 8, 9°, voor zover er geen budgettaire herschikkingen zijn tussen projecten binnen of tussen portefeuilles;

8° de rechtsvorderingen ingesteld als eiser en als verweerder in naam van de Regering, de bestemming van de aan de Franse Gemeenschap betekende deurwaardersexploten;

9° beslissingen om schikkingen of minnelijke schikkingen te treffen tot 250.000 euro;

10° de afgifte van getuigschriften;

11° de vervolging en de vergunning van de onteigeningen die nodig zijn voor de uitoefening van zijn bevoegdheden, waarbij de eigenheid van de behandelde aangelegenheid tegenover de maatregelen van algemeen toezicht als bedoeld in artikel 7 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen aangevoerd wordt;

12° overeenkomsten voor het huren van gebouwen waarvan de jaarlijkse huur minder dan 250.000 euro bedraagt, op voorwaarde dat de duur van de huur of het gebruik niet meer dan zes jaar bedraagt.

Afdeling 2. — Specifieke delegaties

Art. 15. Voor de materies die tot hun bevoegdheden behoren, hebben de Ministers machtiging om de wetten, decreten, besluiten, reglementen en omzendbrieven toe te passen, onverminderd de andere bepalingen van dit besluit.

Art. 16. § 1. Delegatie wordt verleend:

1° aan de Minister van Hoger Onderwijs, de investeringen van de universitaire instellingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

2° aan de Minister van Ambtenarenzaken, in overleg met de bevoegde Ministers, de benoeming van de leden, met uitzondering van de voorzitters en ondervoorzitters, van de Raden van beroep en de paritaire commissies in het onderwijs voorgesteld door de representatieve werknemersorganisaties en de inrichtende machten;

3° aan de Minister van Onderwijs, de akten met een individuele strekking (met inbegrip van de beslissingen in het kader van de procedures vóór de Kamer van beroep over de beroepen ingediend in verband met onverenigbaarheid, evaluatie en het niet-slagen van de stage, tuchtsancties en -procedures met uitzondering van de tuchtsancties die gelijk zijn aan of hoger zijn dan de tuchtschorsing) betreffende de personeelsleden van de Algemene Dienst Sturing Scholen en Psycho-medisch-sociale Centra en de Algemene Inspectiedienst;

§ 2. Aan de functioneel bevoegde Minister worden de activiteitenverslagen, jaarrekeningen en financiële balansen van de verenigingen zonder winstoogmerk voorgelegd die onder de Franse Gemeenschap ressorteren. Er wordt een afschrift aan de Minister-President en aan de Minister van Begroting overgezonden.

Art. 17. § 1. Wat de opleiding tijdens de loopbaan betreft, organiseert iedere Minister die opleiding voor het onderwijsniveau waarvoor hij bevoegd is.

§ 2. Iedere Minister wordt ertoe gemachtigd bevelen te geven aan de Inspecteurs die ressorteren onder het onderwijsniveau waarvoor hij bevoegd is.

§ 3. Wat onderzoek betreft, indien een onderzoeksprogramma betrekking heeft op een welbepaald punt van het fundamenteel onderzoek en het toegepast onderzoek, zal er hierover overleg gepleegd worden tussen de Minister belast met wetenschappelijk onderzoek, enerzijds, en de Minister die functioneel verantwoordelijk is voor het toegepaste onderzoek, anderzijds.

Art. 18. De Minister-President coördineert elke procedure inzake advies, overleg, geschillen, vereniging of samenwerking met de Belgische Staat, de deelstaten of de Europese en internationale instellingen.

Die procedures worden gezamenlijk voorbereid door de Minister-President en de functioneel bevoegde Minister, op initiatief van deze.

Art. 19. In het kader van de dossiers betreffende de Europese fondsen zit de Minister-President de verschillende technische, financiële en toezichtcomités voor.

Elke beslissing tot vastlegging betreffende een Europees fonds of de Belgische cofinanciering ervan of een impulsfonds wordt onmiddellijk aan de Minister-President betekend.

HOOFDSTUK 6. — Begrotingsinformatie

Art. 20. § 1. Driemaandelijks en voor de goedkeuring van elke begrotingsdecreet door de Regering wordt een volledige begrotingsstaat betreffende de vastleggingen, de vereffeningen en de ontvangsten overgezonden aan elk van de leden van de Regering door de Minister van Begroting.

§ 2. Iedere Minister heeft rechtstreekse toegang tot de comptabiliteit van de vastleggingen en de vereffeningen voor de aangelegenheden die tot zijn bevoegdheid behoren.

De Minister-President en de Vice-Presidenten hebben rechtstreekse toegang tot de comptabiliteit van alle vastleggingen en vereffeningen.

HOOFDSTUK 7. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 21. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2019 houdende regeling van haar werking wordt opgeheven.

Art. 22. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Art. 23. De Ministers worden, ieder wat hem of haar betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 19 juli 2024.

De Minister-Presidente, belast met Begroting, Hoger Onderwijs,
Cultuur en Internationale en Intra-Franstalige Betrekkingen,
E. DEGRYSE

De Eerste Vice-Presidente en Minister van Onderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie,
V. GLATIGNY

De Vice-Presidente en Minister van Kind, Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd en Justitiehuisen,
V. LESCRENIER

De Minister van Sport, Ambtenarenzaken, Administratieve Vereenvoudiging en Media,
J. GALANT

De Minister van Onderzoek,
A. DOLIMONT

De Minister van Gezondheid, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
Y. COPPIETERS

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/009525]

2 OCTOBRE 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juillet 2017 réglant les modalités d'application du décret du 30 juin 2016 relatif à l'enseignement de promotion sociale inclusif

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, l'article 20 ;

Vu le décret du 30 juin 2016 relatif à l'enseignement de promotion sociale inclusif, tel que modifié, les articles 5, alinéa 1^{er}, 4^o, 6, § 2, alinéa 5, et 12, alinéa 5 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juillet 2017 réglant les modalités d'application du décret du 30 juin 2016 relatif à l'enseignement de promotion sociale inclusif ;

Vu le « test genre » du 19 février 2024 en application de l'article 4, alinéa 2, § 1^{er}, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu le protocole de négociation du 28 mars 2024 du comité de négociation de Secteur IX : « Enseignement » (Communauté française), du Comité des services publics provinciaux et locaux, Section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'Enseignement libre subventionné ;

Vu le protocole de négociation du 3 avril 2024 du Comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés reconnus par le Gouvernement ;

Vu l'avis 76.928/2/V du Conseil d'État, donné le 12 août 2024, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que les modifications apportées par le décret du 19 juillet 2021 au décret du 30 juin 2016 précité et que d'autres demandes exprimées par les personnes de référence chargées de l'inclusion ou par la Commission de l'Enseignement de promotion sociale inclusif impliquent des mises à jour de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juillet 2017 précité ;

Considérant que, dans l'intérêt des apprenants et des établissements d'Enseignement de promotion sociale, lesdites modifications, visant une simplification administrative, doivent entrer en vigueur dès la rentrée 2024-2025 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement de promotion sociale ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juillet 2017 réglant les modalités d'application du décret du 30 juin 2016 relatif à l'enseignement de promotion sociale inclusif, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « raisonnables, le rapport de la personne de référence au Conseil des études et le rapport anonymisé » sont remplacés par les mots « raisonnables et le rapport de la personne de référence au Conseil des études » ;

2^o l'article est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit : « Le Ministre fixe le modèle de rapport anonymisé. ».

Art. 2. Dans l'article 4, paragraphe 1^{er}, du même arrêté, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « sauf en cas de circonstances exceptionnelles ou imprévues invoquées par l'étudiant. Sont notamment considérés comme exceptionnels les cas d'inscription, de diagnostic ou d'évolution du handicap intervenus au-delà du délai susvisé. ».

Art. 3. A l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o aux alinéas 1^{er}, 2 et 3, les mots « courrier recommandé avec accusé de réception » sont à chaque fois remplacés par « courrier recommandé ou par tout autre moyen prévu par le décret » ;